

## COPINAGE, COMMISSIONS, ACTIONS DE DÉPISTAGE JAMAIS ÉVALUÉES : LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ, GRAND CORPS MALADE DES FINANCES PUBLIQUES

Suite à un récent article d'UFC-Que Choisir qui s'interroge sur l'intérêt du dépistage du cancer du sein, la ministre de la Santé Marisol Touraine a souhaité l'accélération des études menées actuellement en France sur le sujet. Un coûteux dépistage systématique qui montre les limites du système de santé français, parfois bien peu rationnel.

**L**es Français vont-ils renoncer à se soigner ? Je ne sais pas. En tous cas, **non les Français ne doivent pas arrêter de se soigner, mais ouvrir les yeux et reprendre la main !**

Ils doivent exiger de l'Etat la fin des mesurottes et des privilèges, la fin de la bureaucratie galopante stérilisante et inflationniste et **rendre aux médecins leur liberté de prescription intelligente et adaptée à chaque patient** en supprimant les carcans qui bloquent tant la médecine de ville qu'hospitalière, découragent personnel soignant et médecins et désespèrent les malades qui ne comprennent pas qu'on soit passé depuis l'an 2000 de la meilleure médecine du monde selon l'OMS à un désert médical et relationnel tout en dépensant plus de 11% de notre PIB national dans la santé.

Il faut sortir de la médecine bureaucratique totalitaire qui impose aux médecins et patients des schémas décrétés plus pour l'intérêt de l'industrie pharmaceutique et de lobbies médicaux que celui des patients. On parle beaucoup de démocratie sanitaire : **il faut l'imposer et reprendre le pouvoir confisqué par les multiples agences créées et payées par l'Etat à chaque fois qu'un problème se pose, écran opaque, dépensier et sans contrôle qui s'interpose entre les assurés sociaux et leur ministère de tutelle** qui a force de déléguer n'est plus la tutelle de personne. Et la Cour des comptes a beaucoup plus de mal à contrôler les agences que l'Etat directement.

C'est le temps du changement, très bien ! Il faut revenir à une médecine libérale, dont le nom signifie libre, et à une médecine salariée libérée des jugs de l'industrie et des lobbys dont les courroies de transmission sont les ARS (Agences régionales d'hospitalisation, modifiées récemment en Agences régionales de santé) formule moderne de l'inquisition aveugle et sectaire.

**Si on veut retrouver des milliards d'euros sans nuire à la santé, on le peut ; ou tout au moins madame la ministre de la Santé le peut.** Mais il faut qu'elle ait la forte et inébranlable volonté politique d'affronter les nombreux privilégiés installés dans l'ombre du pouvoir qui multiplie emplois et pouvoirs décisionnels, sans contre-pouvoir ou presque.

Dans le rapport thématique sur le Plan cancer 2003-2007 de la Cour des comptes publié en 2008, les auteurs soulignent non sans humour qu'il est impossible de créer quelques emplois au ministère pour la lutte contre le cancer mais que quelques mois plus tard on peut créer 180 emplois pour la création décrétée et organisée à l'Elysée de l'INCa (Institut national du cancer), emplois à salaire accru permettant de recruter au ministère ou dans d'autres agences moins en vogue mais qui font le même travail.

**Mme la Ministre, si vous voulez faire des économies substantielles rapides de plusieurs milliards annuels, cela est possible : commencez par réduire drastiquement l'« enchevêtrement, empilement, et redondance des structures prévention et de soins »**[1] (et non les hôpitaux ou cliniques) qui se sont accumulés dans les dernières décennies.

---

## COPINAGE, COMMISSIONS, ACTIONS DE DÉPISTAGE JAMAIS ÉVALUÉES : LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ, GRAND CORPS MALADE DES FINANCES PUBLIQUES

---

Comment accepter que, selon le rapport de la Cour des Comptes, dont j'emploie les termes « *le plan cancer n'avait pas fait état de ces organes, qui lui étaient antérieurs, par exemple les travaux des Unions régionales des caisses d'assurance maladie, leurs plans régionaux de l'assurance maladie (Pram) l'action des Missions régionales de santé ou encore des plans régionaux de santé publique (Prsp) des Groupements régionaux de santé publique (Grsp)*. En vue de clarifier le positionnement de ces derniers vis à vis de l'INCa, une convention type était à l'étude début 2008 »

Comment accepter que l'INCa ait acquis d'emblée une autonomie d'action ou d'inaction sans contrôle et sans contrat avec l'Etat 4 ans après sa création ? Et que des sommes considérables aient été affectés par exemple aux soins dans le plan cancer 2003-2007 sans concertation avec l'assurance maladie qui allait être amenée à payer : « *S'agissant des soins, le plan mettait à la charge de l'assurance maladie « des mesures nouvelles (de) 100 M€ en 2003, pour atteindre 640 M€ en 2007 » par an.*

De qui se moque-t-on ? Y-a-t-il un pilote dans l'avion ? On va dans toutes les directions, mais à chaque fois une pluie de millions d'euros est déversée sur les amis des amis pour telle ou telle mission de prévention, dépistage, ou autre, dont personne n'a discuté de l'opportunité ni même osé évoquer la question taboue - est-ce utile ? - et encore moins envisagé d'en évaluer les résultats antérieurs en termes de survie de patients.

[A suivre]

[1] *Rapport thématique sur la mise en œuvre du plan cancer 2003-2007 juin 2008*